



Finance et commons : pour une réappropriation collective de la finance



Finance et communs
Pour une réappropriation
collective de la finance

PASSERELLE

www.ritimo.org

La collection Passerelle

La collection Passerelle est née dans le cadre de la Coredem (Communauté des sites de ressources documentaires pour une démocratie mondiale), un espace de partage de savoirs et de pratiques par et pour les acteurs du changement. Elle a pour objectif de traiter des sujets d'actualité qui font débat, à travers des analyses, des réflexions et des propositions issues de travail de terrain et de recherche. Chaque Passerelle rassemble et fait dialoguer des contributions d'associations, de mouvements sociaux, de militant-es, de chercheur-ses, de journalistes, de syndicats, etc.

Tous les numéros sont disponibles sur le site : www.ritimo.org
Et téléchargeables gratuitement sur le site : www.coredem.info

L'éditeur : ritimo

L'association ritimo est l'éditrice de la collection Passerelle. Ritimo est un réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et pour un monde plus juste et plus durable. Il accueille et informe le public dans plus de 75 lieux en France, relaie des campagnes citoyennes, propose des animations et des formations. Son travail éditorial contribue à rendre une information plurielle et critique accessible aux publics, en privilégiant les sources associatives, alternatives et indépendantes.

Le partenaire éditorial : Remix the Commons

Remix Biens-Communs (Remix) est un collectif militant francophone qui développe des outils pour agir, penser, apprendre et s'organiser en commun. Depuis 10 ans, il conduit des projets de recherche-action et de médiation, en commun et sur les communs. Remix s'engage pour la reconnaissance du droit d'usage et d'auto-gouvernement et pour la culture des communs.

Remix développe un espace numérique de partage et de co-création de ressources et anime le mouvement des communs en France et au Québec avec les personnes et les organisations engagées dans la transition démocratique, sociale et écologique.

Site web : <http://remixthecommons.org>
Contact : info@remixthecommons.org

Cette publication a été rendue possible grâce à la contribution de la communauté des près de 200 économistes, activistes et acteur-rices de la finance vue à travers la perspective des communs, réunie dans la liste-forum Finance et biens communs (finance@bienscommuns.org), et modérée avec bienveillance par Roland Pérez jusqu'à la fin 2021.

Sommaire

Introduction	5
PARTIE I : GÉRER LA FINANCE EN COMMUN	13
MONNAIE	
De la monnaie qui étouffe à la monnaie qui libère DENIS DUPRÉ	14
Le projet d'une « monnaie pleine » JEAN-MICHEL SERVET	22
Forces, faiblesses et perspectives des monnaies locales en France JÉRÔME BLANC ET MARIE FARE	30
Bitcoin, cryptomonnaies et communs : une difficile conciliation ? ODILE LAKOMSKI-LAGUERRE	37
De la monoculture à la polyculture monétaire : l'« écologie des monnaies » comme nouveau commun CHRISTIAN ARNSPERGER	47
DETTE	
La dette, une relation sociale fondamentale SOLÈNE MORVANT-ROUX	54
Taux d'intérêts financiers, désintérêt humain. Le rôle des institutions financières françaises privées dans l'endettement des pays en développement OXFAM & DETTE ET DÉVELOPPEMENT	62

La dette COVID : annulation de la dette et changement de cap monétaire pour une sortie durable du problème de la dette publique	71
---	----

NICOLAS DUFRÈNE ET CAROLINE WEILL

<i>Encadré : Le Debt Collective : un syndicat d'endetté-es en lutte pour l'abolition des dettes injustes</i>	77
--	----

COMPTABILITÉ

En quoi la comptabilité est-elle façonnée par des considérations politiques et sociales, et comment en retour conduit-elle à façonner le monde ?	79
--	----

MICHEL CAPRON

Commun écologique contre commun capitaliste	86
---	----

JACQUES RICHARD

Quelle est la valeur de résilience des communs face au changement climatique ?	97
--	----

DOINA PETRESCU ET CONSTANTIN PETCOU

<i>Encadré : Comptes de valorisation et contributions volontaires en nature dans les associations</i>	109
---	-----

EMMANUEL CHARLES

PARTIE II : FINANCER LES COMMUNS 112

Propriété communale et résistance autochtone : l'expropriation comme alternative au « financement » de la récupération des terres	113
---	-----

LUCIA SANTOS

Les communs en Afrique – modes d'usage et droits locaux	120
---	-----

STÉPHANIE LEYRONAS ET LOLA MERCIER

Partenariats public-commun, autogestion et droit à la ville	128
---	-----

BERTIE RUSSELL ET KEIR MILBURN

Le rôle stratégique des intermédiaires financiers publics face à la transition énergétique	139
--	-----

SANDRA RIGOT ET DOMINIQUE PLIHON

Financer les communs sans abîmer le commun	146
--	-----

AMANDINE LEBRUN ET GENEVIÈVE FONTAINE

Une gestion démocratique et solidaire des communs ?	
Banques communautaires de développement au Brésil	155
GENAUTO FRANÇA FILHO, ISABELLE GUÉRIN, ISABELLE HILLENKAMP ET ÓSIA VASCONCELOS	
La pérennisation dans la durée d'une expérience autogestionnaire : une ligne de crête entre indépendance juridique et capitalistique, redistribution des surplus et capacité d'investissement pour préserver l'avenir	162
OLIVIER LAVIOLETTE	
Sécurité économique et Fonds socialisé d'investissement : des communs de mutualisation pour financer les communs	168
BENOÎT BORRITS	
Metasueños : auto-financer l'artivisme numérique depuis les Suds par l'usage de la blockchain	175
PATRICIA EL ET ANDRÉS BURBANO LOPEZ	
<i>Encadré : Le FDNN ou comment financer les communs numériques pour un internet libre</i>	182
Les auteur-es	186
Bibliographie	188
Sitographie	190
Les derniers numéros de la collection Passerelle	191

De la monoculture à la polyculture monétaire : l'« écologie des monnaies » comme nouveau commun

CHRISTIAN ARNSPERGER, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

L'idéal d'un commun monétaire

Une monnaie est une institution, donc également une convention, entre les membres d'une communauté donnée. Le caractère conventionnel d'une monnaie vient notamment de son mode de mise en circulation, qui est socialement et politiquement construit. Une monnaie est créée parce que, dans un contexte de division du travail, les membres de la communauté ont besoin de pouvoir commander à distance le travail d'autrui pour en récolter certains fruits. L'argent est donc avant tout un droit de tirage sur le résultat du travail fourni en collectivité, et son « pouvoir d'achat » est dès lors fonction de la puissance de production de cette collectivité.

Vu sous cet angle, l'argent devrait être un commun dont il faudrait gérer collectivement le volume et la répartition, afin d'éviter qu'il y en trop ou pas assez, et qu'il soit aux mains d'une minorité seulement. Qui plus est, le commun monétaire devrait être enchâssé dans un autre commun : le réseau même des membres de la collectivité, disponibles les un-es aux autres pour produire, échanger et/ou consommer les fruits du travail les un-es des autres. Une monnaie gérée comme un commun, et ancrée dans la mutualité d'un réseau d'échange, serait intimement imbriquée à la sphère réelle, c'est-à-dire aux ressources naturelles disponibles, aux forces de travail et aux talents en présence, ainsi qu'aux souhaits et désirs de consommation, eux-mêmes potentiellement régulés à travers *la gestion en commun du commun monétaire* : s'il existait des règles sur qui peut dépenser et accumuler combien, des normes de revenu acceptable ou maximal, des canaux de redistribution vers les moins favorisés, etc., le volume total de consommation dans

la communauté deviendrait lui-même un commun – une « grandeur commune » à répartir à travers la délibération. La sphère monétaire et l'économie réelle seraient alors étroitement, même organiquement, imbriquées.

La monoculture monétaire

Dans notre monde capitaliste moderne, cette imbrication organique est absente : l'argent est privatisé, sujet à l'« acquisition » et à l'« accumulation », quand la terre et la force travail, elles aussi, sont des marchandises vendables et achetables contre argent. Une dynamique de destruction des communs s'enclenche à l'aube de la révolution industrielle¹, quand se privatisent les communs essentiels – la monnaie² et la puissance de production collective, donc avant tout la terre et la force travail – qui permettent le double enchâssement des communs qui vient d'être évoqué. Avec l'appropriation privée massive et définitive de tous les moyens de production, l'« invention du capitalisme »³ consolide une double catastrophe qui se préparait depuis des siècles : d'une part, l'avènement du salariat fait de l'argent versé aux travailleur-ses un simple reliquat issu du profit des capitalistes, évinçant l'autoproduction locale et l'artisanat des « petit-es producteur-rices » indépendant-es ; d'autre part, le renforcement de la machine étatique de production de la monnaie s'allie avec le secteur bancaire pour évincer toute production locale de monnaie à petite échelle.

Avec l'institutionnalisation de l'État-providence capitaliste, l'allocation de chômage ou le minimum social ne sont rien d'autre que des remplacements du salaire quand ce dernier vient à manquer (on parle d'ailleurs de « revenus de remplacement ») et, tout au long du XX^e siècle les prestations sociales, jusqu'au mouvement ouvrier lui-même, seront progressivement cooptés dans la logique dominante : faire en sorte que tous les acteur-rices de la société soient inséré-es dans *une double « monoculture » économique – celle du salariat d'un côté, celle de la monnaie monopolistique de l'autre*. En réalité, ces deux monocultures n'en font qu'une

[1] Karl Polanyi, *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*, New York, Beacon, 1944. (Tr. fr. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.)

[2] Je ne prétendrai pas, ici, retracer l'histoire on ne peut plus complexe de l'évolution de l'émission monétaire locale du Moyen Âge à la révolution industrielle. On trouvera une remarquable synthèse dans Jérôme Blanc, « Local Currencies in European History : An Analytical Framework », communication à la conférence internationale *Monetary Regionalisation : Local Currency Systems as Catalysts for Endogenous Regional Development*, Weimar, septembre 2006, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00102974/document> (consulté le 31 janvier 2022). Pour Polanyi, la perte du caractère de commun de la monnaie vient essentiellement de deux dynamiques complémentaires l'une de l'autre : au premier niveau, les communs locaux sont démantelés au profit d'un commun national à travers l'élimination progressive, depuis l'avènement des États-nations, des multiples monnaies locales émises par les seigneurs et les villes jusqu'à la fin de la Renaissance au profit d'une monopolisation de l'émission monétaire par l'État central ; mais, au second niveau, ce commun national est combattu par les forces de la privatisation bancaire, dont l'expansion de l'activité de crédit est souvent « contrariée » par les limites que l'application par l'État d'un étalon-or ou de tout autre principe de monnaie-matière impose au volume de crédits des banques.

[3] Michael Perelman, *The Invention of Capitalism. Classical Political Economy and the Secret of Primitive Accumulation*, Durham, Duke University Press, 2000.

seule, et il n'est peut-être guère étonnant qu'à la même période émerge aussi de façon hégémonique l'agriculture industrielle, grande pourvoyeuse de produits chimiques à une paysannerie qui se voit absorbée dans le capitalisme à coup d'hyper-technologisation et d'hyper-endettement, et ainsi encouragée, par souci d'« efficacité », à adopter elle aussi la logique de la monoculture.

Et les communs ? Ils ne disparaissent pas à strictement parler, mais c'est tout comme – car ils deviennent proprement méconnaissables, absorbés dans la gestion technocratique de la « sphère publique » par des États-nations puis mis en pâture par ceux-ci, sous des formes diverses, aux acteurs privés. Le réseau des membres de la collectivité, disponibles les un-es aux autres pour produire, échanger et/ou consommer les fruits du travail les un-es des autres, glisse progressivement dans les mains des acteur-rices du « marché » qui organisent désormais cette production et cet échange selon les lois du profit et de la rentabilité. Il en va de même des terres communes n'appartenant à personne et accessibles à tout le monde. Quant au commun monétaire, celui qui consiste à gérer collectivement le volume et la répartition de l'argent, afin d'éviter qu'il y en ait trop ou pas assez et qu'il soit aux mains d'une minorité, il glisse dans les mains d'un monopole qui prend la forme d'une hydre à deux têtes : les banques commerciales d'un côté, les banques centrales d'un autre, qui ensemble ne forment qu'une seule entité très solidaire appelée « secteur bancaire », et dont le rôle principal devient de mettre en circulation cette monnaie nationale unique dont chaque État se dote.

Certes, comme le montre aujourd'hui notamment la Modern Money Theory (MMT), la monnaie officielle d'État garde fondamentalement en mémoire une trace du commun monétaire⁴ : son fondement ultime dans le règlement de la dette fiscale de tout-e citoyen-ne⁵ nous rappelle que c'est bien la dette première liant les citoyen-nes entre elleux⁶ qui fait *in fine* de la monnaie une convention « tenable ». Cependant, cette dette première, fondatrice du lien social, est désormais résorbée au sein de la soumission de tou-tes à la monoculture étatique, où l'impôt est vu par beaucoup de gens davantage comme une ponction autoritaire des revenus privés que comme le garant de la cohésion sociale et de la stabilité des prix⁷. À l'idée d'une gestion commune de la quantité et de la répartition de l'argent se substitue pour de bon l'idée d'une gestion privée (le secteur bancaire, qui inclut la tutelle bienveillante de la banque centrale sur les banques commerciales) sous mandat étatique (le mandat confié à la banque centrale par l'État).

[4] Souvenons-nous à ce titre de la double dynamique mise en évidence par Polanyi (voir note 2 *supra*) : la première étape, celle de l'étatisation des monnaies locales, relève selon lui encore d'une logique des communs, mais c'est l'État central qui s'arroge la gestion du commun monétaire national.

[5] L. Randall Wray, *Modern Money Theory. A Primer on Macroeconomics for Sovereign Money Systems*, Londres, Palgrave Macmillan, 2015.

[6] David Graeber, *Debt. The First 5,000 Years*, New York, Melville House, 2011. (Tr. fr. *Dette. 5000 ans d'histoire*, Paris, LLL, 2013.) ; Jean-Michel Servet, *Les monnaies du lien*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2012.

[7] Stephanie Kelton, *The Deficit Myth. Modern Money Theory and the Birth of the People's Economy*, New York, PublicAffairs, 2020. (Tr. fr. *Le mythe du déficit. La théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple*, Paris, LLL, 2021.)

La polyculture monétaire

Répetons-le : il n’y a plus de commun monétaire, il y a une monnaie unique nationale (ou supranationale comme dans le cas de l’euro) émise de façon privée sous l’égide de l’État ; et il n’y a plus de gestion commune, il y a des mécanismes marchands – marché du crédit bancaire, marchés financiers – qui sont censés assurer la répartition optimale de cette monnaie monopolistique. La monoculture *en tant que récit sur ce qui est réel*^[8] est profondément ancrée dans ce montage institutionnel : le récit hégémonique de la monnaie bancaire et étatique est à ce point dominant et concrètement opérant que, premièrement, même les États (pourtant garants du cours légal de cette monnaie) se sont progressivement interdits de l’émettre eux-mêmes et se contraignent à l’« emprunter » aux banques commerciales ou aux marchés obligataires (avec l’aide des banques centrales) pour pouvoir « financer » les politiques sociales qui tiennent aujourd’hui lieu de (pseudo)communs ; et que, deuxièmement, même l’économie sociale et solidaire, qui se réclame d’une logique non marchande et *not-for-profit*, potentiellement productrice de nouveaux communs dans la sphère de l’économie réelle, doit quémander à l’État (essentiellement) les moyens monétaires de « financer » des activités se voulant à l’opposé diamétral de la logique qui produit, en amont, ces mêmes moyens monétaires...

C’est une ornière profonde – plus profonde que ne le supposent bon nombre de réformateur-rices de bonne volonté. Sauver les communs face à notre système monétaire – et face à la finance qui se sert de ce système – c’est avant tout devoir dynamiter cette monoculture monétaire en recréant, partout où c’est possible, les bases d’une *pluralisation de la création monétaire*. Il faudra pour cela un mécanisme à double détente : d’un côté, infléchir la logique de la monoculture monétaire en réorientant la création monétaire monopolistique vers des objectifs communs ; d’un autre côté, se servir de cette réorientation pour argumenter en faveur d’une *polyculture monétaire* où les modes d’émission et les logiques de circulation de la monnaie seraient pluralisés et où l’accès de groupes citoyens à diverses formes de monnaie ferait ré-émerger un véritable commun monétaire.

Réorienter la monoculture monétaire

Comme je l’ai souligné plus haut, la monnaie officielle d’État garde fondamentalement en mémoire une trace du commun monétaire. Il est possible de raviver cette trace, cette mémoire, en recommençant à concevoir cette monnaie officielle elle-même comme *un objet à gérer en commun, à travers la délibération collective*. Des notions aussi diverses que la « monnaie pleine » ou *Vollgeld*^[9], la « monnaie libre »^[10] ou la « création monétaire

[8] F.S. Michaels, *Monoculture. How One Story Is Changing Everything*, Kamloops, Red Clover Press, 2011.

[9] Joseph Huber, *Vollgeld. Beschäftigung, Grundsicherheit und weniger Staatsquote durch eine modernisierte Geldordnung*, Berlin, Dunker & Humboldt, 1998.

[10] Alain Grandjean et Nicolas Dufrene, *Une monnaie écologique. Pour sauver la planète*, Paris, Odile Jacob, 2020.

conviviale »¹¹ tentent de renouer avec cette très ancienne intuition des sociétés traditionnelles : que la création de monnaie est d'abord un don fondateur que la société se fait à elle-même et qui symbolise la dette première qui lie les sociétaires entre eux.

La Modern Money Theory (MMT) représente à cet égard une avancée cruciale, dans la mesure où elle montre qu'une collectivité qui possède une souveraineté monétaire, c'est-à-dire qui est capable de créer sa propre monnaie pour « se payer elle-même » en vue de réaliser ses objectifs collectifs¹², peut considérer ses dépenses publiques comme des injections nettes de monnaie dans son économie. Il n'y a alors qu'un pas à franchir vers une logique des communs : la majeure partie de la création monétaire peut – tout en restant centralisée et « étatique » – être consacrée à des programmes locaux¹³ de reconstruction de communs locaux (eau, espaces sauvages, dépollution de l'air et des sols, etc.) de même qu'au refinancement massif de communs nationaux (éducation publique, santé publique, réseaux de mobilité, etc.).

Le risque de certaines de ces propositions réside dans une vision étatiste de la société qui serait porteuse d'une vision trop unilatéralement *publique* de la monnaie et qui minimiserait ses dimensions de bien *commun*. Jusqu'à quel point l'État doit-il être prépondérant quand on réfléchit à un soutien aux communs à travers un recadrage des règles de création monétaire ? La MMT, il est vrai, repose sur une vision assez étatiste de l'émission de la monnaie et de la maîtrise de sa mise en circulation. Mais, à moins de s'adonner à une certaine forme de fétichisme de l'État central, force est de reconnaître que – comme je l'ai souligné au départ – la monnaie n'est pas seulement une création publique. La monnaie elle-même est un commun, ne relevant ni complètement de la sphère du marché, ni complètement de celle de l'État, mais aussi de celle du partage et de la réciprocité. Comment faire pour éviter que la trace, la mémoire du commun monétaire dans la monnaie officielle d'État, ne soit *in fine* écrasée par la centralisation ? Ce qui se propose dès lors comme troisième voie, compatible avec certaines intuitions au cœur de la MMT mais encore davantage en phase avec la notion de la monnaie comme commun, c'est l'idée d'une *pluralité monétaire*¹⁴.

Pluraliser la création monétaire

Quitter la logique de la monoculture signifie imaginer des régimes de polyculture monétaire qui prendraient comme point de départ la mouvance des monnaies

[11] Christian Arnsperger, Solène Morvant-Roux, Jean-Michel Servet et André Tiran, « La création monétaire, outil fondamental du convivialisme », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 57, 2021/1, p. 129-137.

[12] John D. Alt, *Paying Ourselves to Save the Planet. A Layman's Explanation of Modern Money Theory*, Albuquerque, www.jdalt.com/book/paying-ourselves-to-save-the-planet/, 2020 (consulté le 31 janvier 2022).

[13] John D. Alt, *The Millennials' Money. Why the Next Power Generation Can Afford to Build a Better World*, Indianapolis, Dog Ear Publishing, 2016.

[14] Bernard Lietaer, Christian Arnsperger, Sally Goerner et Stefan Brunnhuber, *Halte à la toute-puissance des banques ! Pour un système monétaire durable*, Paris, Odile Jacob, 2012.

dites « complémentaires », émises le plus souvent hors-secteur bancaire – souvent à travers les mécanismes du crédit réciproque¹⁵ – et sur un territoire géographique donné, à la poursuite d’objectifs spécifiques de bien commun. Il existe une multitude de tels dispositifs, soit en fonctionnement, soit encore à l’état de concept, tant au niveau municipal, régional et national qu’international¹⁶. Certaines monnaies complémentaires peuvent être utilisées à des fins de durabilité écologique : encourager la prise en compte du long terme dans les calculs économiques, promouvoir la conservation locale ou planétaire de certaines ressources, stimuler le nettoyage de certains sites dégradés ou pollués, revitaliser des économies locales ou biorégionales à circuits courts, permettre des échanges « en circuit fermé » entre écovillages, ou privilégier la dépense utile et la générosité par rapport à la thésaurisation spéculative et à la compétition¹⁷.

Il a pu être démontré, sur la base d’outils analytiques issus de l’écologie scientifique¹⁸, qu’une pluralité modérée de monnaies – ne serait-ce que sous la forme d’un système bi-monétaire comme en Suisse, où circulent à la fois le franc et le WIR ou « Wirtschaftsring » – permet d’engendrer une résilience systémique beaucoup plus grande, grâce à une efficacité un peu réduite, certes, mais à bon escient : la monoculture monétaire actuelle est, à cause de son hyper-efficacité, d’une fragilité et d’une instabilité extrêmes. L’argument en faveur d’une coexistence entre la monnaie officielle d’État (qui, émise selon la logique de la MMT, continuerait de servir pour une partie des échanges et des investissements) et une diversité de monnaies complémentaires (à vocation de circulation plus rapide en vue de l’innovation sociale et écologique) est, au fond, un argument de nature *biomimétique* : il applique aux sphères monétaire et réelle, vues comme un système intégré de flux complexes, les mêmes arguments que ceux qui justifient la sauvegarde de la biodiversité au sein des écosystèmes.

Inaugurer un commun monétaire ?

Bien entendu, le simple fait de mettre en place ces deux choses – une monoculture monétaire réorientée et l’encouragement d’une polyculture monétaire – ne constitue pas la garantie d’une montée en généralité suffisante pour qu’on puisse directement parler de l’avènement d’un commun monétaire. Ce sont les mentalités qui doivent changer fondamentalement et, avec elles, les visions du monde et les conceptions de ce à quoi sert l’économie, afin que l’on puisse s’acheminer réellement vers la

[15] Thomas Greco, *The End of Money and the Future of Civilization*, White River Junction, Chelsea Green, 2009.

[16] Bernard Lietaer, Christian Arnspurger, Sally Goerner et Stefan Brunnhuber, *Halte à la toute-puissance des banques !*, op. cit.

[17] Peter North, *Money and Liberation. The Micropolitics of Alternative Currency Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007 ; Charles Eisenstein, *Sacred Economics. Money, Gift, and Society in the Age of Transition*, Berkeley, North Atlantic Books, 2011.

[18] Robert Ulanowicz, Sally Goerner, Bernard Lietaer et Maria Gomez, « Quantifying Sustainability: Resilience, Efficiency and the Return of Information Theory », *Ecological Complexity*, vol. 6 (2009), n° 1, p. 27-36.

gestion en commun de tous les moyens de mise en circulation monétaire – car cela seul permettrait l'émergence d'un authentique commun structuré sous la forme d'une « écologie des monnaies ».

Chaque monnaie en elle-même – la monnaie officielle d'État et chaque monnaie complémentaire – peut et doit être vue comme un commun, ce qui devrait exclure toute ingérence de logiques privées ou étatiques dans la mise au point des objectifs de la monnaie, des critères de sa mise en circulation (quelle quantité de monnaie faire circuler ?), des règles régissant sa dépense (que peut-elle acheter ?) et des normes régissant l'accès à cette monnaie (qui a droit à combien ?). Il est clair que notre double monoculture actuelle – le salariat et la monnaie officielle d'État créée par le système bancaire – ne pourrait pas, à terme, subsister dans un tel écosystème monétaire. On se dirigerait sans doute, au niveau de l'État, vers une création de « monnaie pleine » ou de « monnaie libre », donc vers une évolution des idées de la MMT vers une très forte « *communalisation* » de la monnaie officielle, évoluant à terme vers le versement d'un revenu de base inconditionnel à tout-e citoyen-ne directement par la banque centrale¹⁹. Par ailleurs, la mise en circulation de chaque monnaie – officielle ou complémentaire – devrait être accompagnée d'une limitation très claire quant au volume total de consommation qu'elle aurait le droit d'engendrer et, peut-être aussi, quant au volume de consommation maximal de chaque citoyen-ne.

Afin de coordonner les implications de l'ensemble de ces monnaies en termes de répartition des revenus et des niveaux de consommation, toutes les monnaies ensemble en tant qu'écosystème devraient former une sorte de *méta-commun* (un « commun des communs ») permettant de les mettre en réseau, de les échanger les unes contre les autres dans certaines limites, et de gérer la quantité totale de pouvoir d'achat qu'elles représenteraient ainsi que la quantité totale de consommation qu'ensemble elles permettraient. L'un des domaines de réflexion les plus grisants pour l'avenir sera de chercher à comprendre comment pourra se penser et s'effectuer cette articulation entre diverses monnaies, dont chacune doit être administrée comme un commun, afin de rendre possible – pour la première fois dans l'histoire – une véritable « écologie des monnaies », toutes gérées en commun.

[19] Yanis Varoufakis, *Another Now. Dispatches from an Alternative Present*, Londres, Bodley Head, 2020.



Ritimo

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Tél : +33 (0)1 44 64 74 14

www.ritimo.org / www.coredem.info

Paris, avril 2022

Réalisation et coordination

Caroline Weill (ritimo)

Comité éditorial

Isabelle Chambost (Cnam – Lirsa), **Emmanuel Charles** (RTM Draguignan, membre de ritimo), **Denis Dupré** (Université Grenoble-Alpes), **Thomas Lagoarde-Segot** (KEDGE Business School), **Virgile Perret**, **Jean-Michel Servet** (Institut des Hautes Études internationales et du développement - Genève), **Frédéric Sultan** (Remix the Commons), **Bernard Salamand** et **Caroline Weill** (ritimo).

Relectures

Marie-Christine Bivert, Line Delestrée, Amina Legrand-Mahamdou, Myriam Merlant, Danielle Moreau, Nathalie Samuel

Conception graphique

Guillaume Seyral

Mise en page et couverture

Clara Chambon

Impression

Corlet – 01 49 26 03 95

Droits de reproduction

La reproduction et/ou la traduction dans d'autres langues de cette publication sont non seulement autorisées mais encouragées, à la condition de mentionner l'édition originale et d'en informer **ritimo**. Tous les articles de la collection Passerelle sont en ligne sur le site de ritimo et de la Coredem sous licence Creative Commons : CC BY NC ND (www.creativecommons.org)

Illustrations

Sauf mention explicite du contraire, toutes les illustrations de cette publication sont des images sous licence Creative Commons issues du site flickr : www.flickr.com/creativecommons

Photos de couverture (sous licence Creative Commons, via Flickr)

Panneaux lumineux des actions en bourse : Rafael Matsunaga ; Mains plantant un arbre : Ivan Radic ; Bristol pounds : Charlie Waterhouse ; Paysage naturel : Riccardo Maria Mantero ; Bitcoin : QuoteInspector.com ; Tomates : growingwildfarm.

De façon accélérée depuis les années 1970, le système financier s'est détourné de son objectif premier, le financement de l'économie, pour répondre à un objectif devenu prioritaire : générer des bénéfices financiers. Mais peut-on penser une finance au service d'un projet de société radicalement différent ? Et à quelles conditions ? Le lien entre finance et communs peut paraître contre-intuitif : pourtant, les communs sont à la fois une théorie et des pratiques d'une auto-gestion démocratique et collective des ressources, donc de l'économie, pour satisfaire les besoins sociaux.

Ce numéro de la collection Passerelle se donne un objectif ambitieux : celui de décrypter, d'analyser, et d'expliquer les enjeux autour de la finance, et de la repenser au prisme des communs.

Tout d'abord, à quoi ressemblerait une finance gérée en commun ? Qu'est-ce que serait une « monnaie en commun », comment pourrait-on gérer la (les) dette(s) en commun ? Que compterait-on dans une comptabilité pour les communs, et quels effets concrets cela aurait-il sur les échanges économiques ? En changeant les termes du débat, en jouant sur les échelles et les niveaux d'acteurs, de précieuses pistes émergent pour initier (ou accélérer) un changement radical dans nos économies.

La deuxième partie de ce numéro pose ensuite la question du financement des communs. Depuis les Banques de développement communautaires brésiliennes jusqu'aux modèles de pérennisation de « l'entreprise en commun », en passant par les partenariats public-communs, comment changer d'échelle pour assurer l'expansion du « faire-en-commun » ?

Les communs offrent une perspective majeure pour repenser la finance. Cette publication se veut dès lors une contribution à la rénovation de nos conceptions sur le système économique et financier à l'aune de la transformation la plus radicale : celle de l'auto-gouvernement de notre monde en commun.

Ritimo

L'association **ritimo** anime la Coredem et est l'éditeur de la collection Passerelle. **ritimo** est un réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et le développement durable. Dans 75 lieux en France, **ritimo** accueille le public, relaie des campagnes citoyennes, propose des animations et des formations. **ritimo** s'engage dans la production et la diffusion d'une information plurielle et critique sur le Web : www.ritimo.org.

La coordination de ce numéro a été réalisée par **ritimo** et Remix the Commons.



La collection Passerelle
est réalisée avec l'appui de
la Fondation
Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme.

Prix : 10 euros ISBN : 978-2-914180-93-1